

INTERVENTION DE PIERRE MAUROY**CONGRES DU M.R.G.****24 novembre 1990**

Mesdames, messieurs,
Chers amis,

un siècle de combats souvent communs, des liens politiques à la solidité jamais démentie lorsque l'essentiel était en jeu, des attaches humaines, fraternelles et amicales qui résistent aux vicissitudes du temps, toutes ces raisons expliquent le plaisir qu'éprouve le Premier Secrétaire du Parti Socialiste que je suis à répondre à l'invitation du Mouvement des Radicaux de Gauche et de son Pésident, Emile Zucarelli.

Mais, si je ne suis pas venu vous parler du passé, je suis convaincu que cette histoire partagée nous aide à comprendre et à appréhender avec une sensibilité proche le présent et l'avenir.

Depuis bientôt dix ans, nous partageons les responsabilités du pouvoir. Dix ans, c'est à la fois beaucoup et très peu.

Beaucoup, parce que jamais la gauche en France n'avait disposé d'une telle durée.

Très peu, parce nous savons tous - et vous avez d'ailleurs eu la clairvoyance de le dire sans doute avant nous - qu'il faut bien davantage de temps pour parvenir à transformer en profondeur une société, à faire entrer les réformes dans les faits, à modifier des comportements automatiques et des réflexes séculaires.

L'exercice du pouvoir dans la durée constitue pour toutes les femmes et tous les hommes de ma génération, et pour toute la gauche en général, à la fois une chance et une responsabilité historique.

Cette responsabilité, nous l'avons assumée ensemble pendant ces dix années. Et nous nous y étions préparée, ensemble toujours, bien des années avant. C'est dire si le Parti Socialiste et le Mouvement des Radicaux de Gauche ont une vieille habitude de dialogue.

Ainsi, en dépit de divergences ponctuelles - qui peuvent encore apparaître, l'actualité nous l'a récemment rappelé - nous nous retrouvons le plus souvent. Et nous nous retrouvons en tous cas toujours lorsque l'essentiel est jeu.

Depuis son congrès d'Epinay, le Parti Socialiste a vu son influence électorale beaucoup progresser. Il est aujourd'hui le parti prépondérant et le môle autour duquel s'organise la vie politique française.

Pour autant, et même lorsque nous disposions d'une majorité absolue à l'Assemblée Nationale, nous n'avons jamais eu la prétention de gouverner seul. Nous ne l'avons pas davantage aujourd'hui.

La composition sociologique du pays, son histoire, ses traditions, tout cela explique que le paysage politique de la France n'aît jamais eu en son sein un parti durablement dominant. Et, quand bien même nous développerions nous encore, ce que je ne peux que souhaiter, vous savez que nous n'aurions pas davantage de tentations hégémoniques sur l'ensemble de la gauche.

En un mot, nous avons besoin d'alliés. D'alliés forts et organisés. D'alliés loyaux et complémentaires. D'alliés fidèles au Président de la République et solidaires du gouvernement. Le Mouvement des Radicaux de Gauche est tout cela depuis longtemps.

Aujourd'hui, nous entrons dans une nouvelle phase. Ce n'est pas à moi de définir les structures les plus adéquates pour cette organisation de ce centre-gauche encore, en partie, en gestation. Je souhaite seulement qu'il s'organise.

Au delà, je voudrais évoquer le cadre de nos relations futures et les prochaines échéances que nous devons préparer.

Vous le savez, le Parti Socialiste commence à préparer les Etats Généraux de la Gauche. Il va sans dire que vous êtes des nôtres. Nous pensons que là se trouve l'urgence.

L'effondrement du communisme dans les pays de l'Est, le déclin du Parti Communiste en France, l'échec idéologique, politique, économique, culturel et social qu'ont découverts peu à peu les communistes les faits tanguer comme un bateau ivre à la recherche de sa boussole.

La direction du Parti Communiste n'hésite plus à mêler ses voix à celles de la droite et de l'extrême droite sur une motion de censure.

Au delà même, nombre de militants ou d'anciens militants communistes ont besoin de retrouver un espace de débat, une structure de dialogue, voire d'accueil. C'est ce que nous leur proposons car nous ne nous résignerons pas à les laisser à l'abandon.

Dans le même temps pourtant, il ne saurait être question de considérer l'ensemble de la majorité présidentielle comme un supplétif alors même que notre dialogue se poursuit dans le meilleur climat, que l'action de Jean-Pierre Soisson à la tête de son ministère est exemplaire et que la solidarité n'a pas fait défaut.

Voilà pourquoi j'ai accepté, comme me l'avait demandé Jean-Pierre Soisson, que nous formions un groupe de travail avec notamment Emile Zucarelli, Michel Durafour et Jean Charbonnel permettant de régler les problèmes qui peuvent se poser à nous.

Et pour préparer ainsi l'avenir dans les meilleures conditions. Ce qui suppose d'abord et avant tout que nous soyons capable de poursuivre et d'amplifier notre action réformatrice dans notre action gouvernementale.

Avec l'instauration du Revenu Minimum d'Insertion, avec l'effort en faveur de l'éducation et du logement social, avec la réforme de la taxe d'habitation, avec l'engagement des négociations sur les bas et les moyens salaires, avec l'adoption de la Contribution Sociale Généralisée, ces derniers mois ont marqué notre volonté de progrès social.

Qu'il s'agisse de la rémunération des fonctionnaires, de la revalorisation des retraites, de la maîtrise des dépenses de la protection sociale, de la politique des villes, bien d'autres problèmes nous sollicitent.

La contre-offensive doit d'abord être menée sur le terrain social.

Mais elle doit être menée également sur le terrain des idées et il faut que nous soyons à même de proposer un nouveau projet aux français.

J'ai lu ici ou là sous la plume de quelques audacieux, ou plutôt de quelques imprudents, que la France connaît une crise de régime. N'abusons pas des mots !

En réalité, je crois que la société française est une société à la recherche d'elle-même, en interrogation, en quête surtout d'un destin collectif qu'elle ne parvient plus à percevoir.

Redonner corps à un projet collectif, là se trouve la plus haute mission des responsables politiques et des militants aujourd'hui.

J'en connais les difficultés. La politique est contestée. L'individualisme devient la norme. Les idéologies s'effondrent. Le lien national s'étiole. Les corps intermédiaires sont tous en crise.

J'en sais pourtant la nécessité. Car comme l'a écrit un jeune auteur dans un essai récent : "un peuple qui ne veut plus rien, qui ignore ce qu'il veut et ne sait plus vouloir devient un peuple prêt à embrasser n'importe quelle idéologie. La crise est dans cette potentialité".

Au delà encore, c'est le monde entier qui n'échappe pas à ces interrogations. Le monde bipolaire figé dans l'équilibre glacé de la terreur s'éloigne. Un monde à l'organisation et aux contours incertains s'esquisse.

Et je crois que nous n'avons pas encore bien pris la mesure de l'importance de la semaine écoulée dans cette construction.

Il y a d'abord le sommet de la CSCE. Un traité de désarmement entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie a été ratifié. Une déclaration commune placée sous le signe de "l'amitié" a été signée.

Surtout, la "Charte de Paris pour une Europe nouvelle" a été adoptée. Elle consacre la paix retrouvée, elle affirme son attachement à l'état de droit, à la démocratie, au libre arbitre individuel. Bref, elle met en avant les valeurs humanistes pour lesquelles les socialistes et les radicaux se sont tant battus.

Et, d'une certaine manière, le sommet de Paris apparaîtra bientôt comme l'anti-Yalta, même si bien des problèmes, et notamment le problème des nationalités, attendent à l'évidence un règlement définitif.

L'Europe pourtant s'engage sur une voie nouvelle et prometteuse. Dans le même temps, le monde s'enlise dans les sables du désert arabe desquels peuvent sortir le meilleur comme le pire.

Le meilleur, c'est à dire un monde fondé sur le respect d'un droit international assuré par une organisation à l'autorité retrouvée et qui garantit la sécurité collective.

Le pire, ce serait le règne de la force et du fait accompli.

Nous en sommes là. L'embargo produit des effets. Mais des effets lents. Et la pression pour un recours à la force s'accroît alors même que l'Irak ne donne aucun signe d'assouplissement sur le Koweit. Et le vote de nouvelles résolutions doit intervenir très bientôt.

Dans ce monde incertain, dans cette France à la recherche d'elle même, les valeurs que radicaux et socialistes défendent depuis longtemps doivent trouver toute leur place.

A nous de leur donner vie, de les adapter au monde qui va, de les porter pour faire aller plus loin les valeurs de progrès, de justice, de liberté, de laïcité et de paix qui font toute la force de notre message et de notre histoire.